

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Crèche Moussia - Déménagement - Garantie d'emprunt à l'association Familles
Rurales-Sucre d'Orge - Approbation**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a déclaré d'intérêt public les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts. Dans ce cadre, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer le projet de délocalisation de la crèche Moussia rue du Cheval vert à Montpellier.

A la suite du non renouvellement du bail des locaux actuels de la crèche, l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge souhaite acquérir de nouveaux locaux, qui permettront de sauvegarder les 24 places d'accueil actuelles, mais également d'augmenter l'offre d'accueil par la création de 4 places supplémentaires. Ce projet s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance qui prévoit notamment un accompagnement renforcé des structures associatives d'accueil du jeune enfant autour de valeurs et de principes d'actions partagés et du développement de l'offre d'accueil.

L'emprunt retenu auprès du Crédit Coopératif présente les caractéristiques financières suivantes :

Montant du prêt	562 000 €
Durée de la phase d'amortissement	180 mois
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Fixe : 3,98%
Profil d'amortissement	Progressif
Commission de non utilisation	3,5% des fonds non appelés
Conditions de remboursement anticipé	Possible en totalité ou partiellement, sous réserve d'un préavis d'un mois et du paiement d'une indemnité actuarielle
Validité des conditions	Taux garanti pour un versement intégral du prêt dans les 150 jours calendaires à compter de la date d'édition du contrat
Taux de garantie	50%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50% des montants contractés auprès du Crédit Coopératif, sous réserve de l'obtention par l'association de la subvention d'investissement sollicitée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Cette garantie est accordée, pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification du Crédit Coopératif, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 281 000 € représentant 50% de l'emprunt d'un montant de 562 000 €, sollicité par l'Association Familles Rurales-Sucre d'Orge auprès du Crédit Coopératif pour l'acquisition d'un nouveau local dédié à l'accueil du jeune enfant ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'association Familles Rurales-Sucre d'Orge ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type
- accord de prêt sans préfinancement_signé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-280877-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Nom de la structure: Famille Rurale – Sucre d’Orge (Crèche Moussia)

Montant de l’emprunt:

Montant garanti :

Référence de l’emprunt :

Convention de garantie d’emprunt

Entre :

La Ville de Montpellier, représentée par M. Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, agissant en vertu d’une délibération du Conseil Municipal en date du.....,

d’une part,

et :

La structure bénéficiaire Familles Rurales – Sucre d’Orge, représenté par Monsieur Yves Bailleux Moreau, agissant en qualité de président, en vertu d’une délibération du Conseil d’administration en date du

d’autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La Ville de Montpellier accorde sa garantie financière à hauteur de% à la structure bénéficiaire pour le remboursement d’un emprunt d’un montant de contractés auprès de sous réserve de l’obtention par l’association de la subvention d’investissement sollicitée auprès de la Caf de l’Hérault.

Article 2 : Caractéristiques de l’emprunt

Les caractéristiques des prêts consentis par sont les suivantes :

- Montant du prêt :
- Durée du prêt :
- Echéances :
- Taux :

Le taux d’intérêt est susceptible d’être actualisé à la date d’établissement du contrat. En cas de variation, le taux applicable est celui en vigueur à la date de la signature du contrat de prêt.

Article 3 : Montant et durée de la garantie

La garantie de la Ville est accordée pour la durée totale du prêt soit une période d'amortissement de ans à hauteur de la somme de majorée des intérêts.

Article 4 : Prise d'effet de la convention

La présente convention de garantie prendra effet du jour de la signature du contrat de prêt.

Tous les frais et droits afférents à la présente convention seront à la charge de la structure bénéficiaire

Article 5 : Engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage à :

- Envoyer à la Ville sous un délai de 15 jours après signature le contrat de prêt et le tableau d'amortissement afférent;
- Fournir à la Ville chaque année avant le 31 juillet les états comptables du dernier exercice clos et le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu ;
- Compléter les fichiers envoyés par la Ville avec les données comptables de la structure sous un délai de 1 mois.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces énoncées à l'article 5, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur la garantie accordée.

Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informera préalablement la Ville sur tout changement portant ou susceptible d'intervenir sur :

- Les modalités de l'emprunt garanti
- Les statuts ou la composition de la structure
- Le remboursement anticipé partiel ou total de l'emprunt garanti

L'affectation des emprunts ne pourra être modifiée sans accord de la Ville et tout changement dans les modalités de remboursement donnera lieu à l'établissement d'un nouveau tableau d'amortissement et d'un avenant à la présente convention.

De plus, la structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de toute procédure engagée sur la structure notamment procédures de sauvegarde, redressement, liquidation, ou alerte du commissaire

aux comptes.

Article 8 : Pénalités de retard

En cas de retard dans la production des documents ou informations exigés par les articles 5, 6 et 7 des pénalités pourront être appliquées à la structure bénéficiaire sur simple décision de la Ville de Montpellier, après mise en demeure préalable de mettre fin au manquement adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La pénalité par semaine de retard est fixée à 100 €, toute semaine entamée est due.

Article 9 : Fin anticipée de la garantie d'emprunt

La présente garantie d'emprunt sera éteinte, soit :

- En cas de changement, pour quelque cause que ce soit, survenu en cours d'exécution du contrat dans la personnalité juridique de l'emprunteur,
- En cas de non-respect d'affectation du prêt ainsi que défini à l'article 1 de la présente convention étant conclue en considération de l'intérêt général que présente l'opération financée au moyen du prêt garanti,
- En cas d'extinction de la dette de l'emprunteur pour quelque cause que ce soit,
- En cas de défaut de production de sa créance par la banque dans la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation ouverte contre l'emprunteur,
- En cas d'inexécution par la banque d'une quelconque obligation du contrat du prêt garanti,
- En cas de cession des biens à toute autre personne physique ou morale, la structure bénéficiaire s'engageant à avertir la Ville de la signature de tout acte de vente.

Article 10 : Exécution de la garantie d'emprunt

Dans le cas où la structure bénéficiaire serait dans l'impossibilité de faire face à une échéance, elle s'engage à prévenir Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier deux mois avant, et à lui demander de la régler en ses lieu et place.

Les paiements qui pourraient être imposés à la Ville de Montpellier, en exécution de la présente convention, auront le caractère d'avances recouvrables.

En conséquence, dès que l'un d'eux se sera produit et après une mise en demeure de la Ville de Montpellier adressée par lettre missive, le Conseil d'Administration de la structure bénéficiaire devra dans un délai maximum de 40 jours, étudier et proposer un plan de redressement financier assurant en premier lieu la reprise du paiement des échéances normales d'emprunt et des frais et, en outre, le remboursement de l'avance faite par la Ville dans un délai maximum de deux années.

Ladite avance portera intérêt au profit de la Ville de Montpellier au taux de l'emprunt garanti.

Article 11 : Contrôle lors du déclenchement de la garantie



En outre, dès qu'un paiement par la Ville sera intervenu dans les conditions prévues, la Ville mandatera une commission de contrôle qui sera chargée d'enquêter sur les conditions de fonctionnement de la structure bénéficiaire au triple point de vue juridique, technique et financier et de proposer toutes mesures nécessaires tendant à remédier à la situation déficitaire.

Dès que les mesures de redressement seront intervenues, des rencontres semestrielles sur le calendrier de mise en œuvre des recommandations seront organisées jusqu'au rétablissement complet de la situation.

Article 12 : Recours

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention seront de la compétence du tribunal de la juridiction compétente de Montpellier. Toutefois, les parties se rencontreront préalablement à la saisine de cette juridiction, afin de tenter de trouver entre elles une solution amiable.

Montpellier, le.....

Lu et accepté

Monsieur le Maire,

Lu et accepté

Le responsable légal de la structure,

A Montpellier, le 4 octobre 2024

Agence de Montpellier

Tél : 0699413379

Télécopie :

E-mail : florian.seletti@credit-cooperatif.coop

Réf :

Vos réf :

CRECHE JARDIN D'ENFANTS SUCRE D'ORGE
27 BD BERTHELOT
34000 Montpellier

Objet : Financement de l'acquisition du bâtiment 1bis rue du Cheval Vert,
13 rue André Michel 34

A l'attention de M. BAILLEUX-MOREAU

Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous informer de notre accord pour participer au financement de l'opération citée en objet.

Montant prévisionnel du programme : 630000 €

Montant du prêt sollicité : 562000 €

Nous vous précisons ci-après les modalités de notre intervention.

Montant du prêt Crédit Coopératif : 562000 € (soit 89 % du total)

Durée : 180 mois

Conditions financières* : taux fixe 3,98%

Périodicité des échéances : ☒ Mensuelle ☐ Trimestrielle ☐ Semestrielle ☐ Annuelle à terme échu

Calcul des intérêts : sur la base d'un mois forfaitaire de 30 jours et d'une année de 360 jours.

Commission de non utilisation : 3,50 % du montant des fonds qui seraient non appelés.

Mode d'amortissement du capital : ☐ Constant ☒ Progressif

Garanties :

- Caution solidaire de la ville de Montpellier à hauteur de 50%, soit 281000€ ;
- Hypothèque conventionnelle à hauteur de 50% du montant financé soit 281000€.

* Dans l'hypothèse où les conditions financières du prêt seraient indexées sur un indice de référence, il est expressément stipulé que, dans l'hypothèse où l'indice de référence pour toute période d'intérêts serait inférieur à zéro, l'indice de référence retenu pour les besoins du présent prêt pour cette période d'intérêts sera réputé égal à zéro.

Conditions préalables au versement des fonds :

- Accord Mairie de Montpellier à hauteur de 50% du montant financé ;
- Souscription de 328 parts sociales du Crédit Coopératif soit 5002€.

Conditions de remboursement par anticipation : remboursement par anticipation possible en totalité ou partiellement à chaque échéance, sous réserve d'un préavis d'au moins 1 mois et du paiement d'une indemnité actuarielle (Paragraphe optionnel, si demandé par le client)

Souscriptions et commissions :

- Frais de dossier : 1500€

Validité des conditions :

Les conditions de taux de cette Offre vous sont garanties sous réserve de la signature du contrat de prêt avant le 15 novembre 2024

Passée cette date, les conditions de taux devront être revues pour intégrer une éventuelle variation des conditions de marché.

Les taux (et/ou marges) figurant dans cet accord vous sont garantis pour un versement **intégral** du prêt, qui devra intervenir dans les **150 jours calendaires** à compter de la date d'édition du contrat de prêt. Passée cette date, les conditions de taux devront être revues pour intégrer une éventuelle variation des conditions du marché.

Validité du contrat de prêt :

A partir de la date d'édition du contrat de prêt, L'emprunteur dispose d'un délai de **30 jours calendaires maximum** pour le retourner signé à la banque ; passé ce délai, le présent accord de prêt sera caduc de plein droit sans autre formalité.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire ou précision que vous souhaiteriez obtenir.

Souhaitant vivement que le Crédit Coopératif puisse contribuer à la réalisation de votre projet, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Florian SELETTI
Chargé d'affaires ESI



Olivier ALLARD
Chargé d'affaires ENT

